Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3253

"Le Président et les quarante voleurs de la Sécurité sociale"

- Tribune -

Date de mise en ligne : lundi 28 novembre 2011

Description :

La fraude sociale, voilà l'ennemi ? : une tribune de Mariano Ortiz, pour "Mutuel" organe de la FMF

Rencontres Sociales

Copyright © Rencontres Sociales

A quelques mois des élections présidentielles, au cours d'une violente diatribe prononcée le 15 novembre à Bordeaux, Nicolas Sarkozy annonce la création d'un Haut conseil du financement de la protection sociale. Qui va accepter d'y participer ?
Les dirigeants politiques d'aujourd'hui sont comme les chefs de guerre de jadis qui ne partaient pas en campagne sans avoir consulté les oracles...

... Les sondages d'opinion ont remplacé la Pythie que les grecs consultaient à Delphes une fois par mois et que le Président de la République regarde, lui, tous les jours pour déterminer ses "éléments de langage".

Les sondages ont donc parlé.
Et Nicolas Sarkozy s'est cru autorisé le 15 novembre dernier à traiter de "voleurs et de tricheurs" celles et ceux qui bénéficieraient indûment des services et prestations de la Sécurité sociale. "Celui qui bénéficie d'un arrêt de travail frauduleux, a-t-il dit, comme celui qui le prescrit, je le dis simplement, vole les Français, tous les Français. Celui qui minore ses ressources pour obtenir une prestation vole les Français. Celui qui perçoit des allocations familiales alors qu'il ne réside pas sur le territoire national, comme celui qui invente un logement fictif ou loue un logement insalubre pour détourner des prestations vole les Français."

Dans cette affaire, la question n'est pas de savoir si la fraude est répréhensible. Tout le monde est d'accord pour dire qu'elle l'est. On pourrait certes répondre à cette attaque en règle, digne d'un Fouquier-Tinville, même si le candidat-président n'aspire certainement pas à terminer sa carrière politique comme le célèbre accusateur public, qu'en matière d'arrêts de travail, le problème numéro un c'est la sous déclaration notoire par les entreprises des accidents et des maladies professionnelles.

Une commission, actuellement présidée par Noel Diricq, magistrat à la Cour des comptes, est bien chargée de remettre un rapport tous les trois ans au gouvernement et au Parlement mais cette commission a toutes les peines du monde à faire respecter ses recommandations. Si bien que le manque à gagner de la sous déclaration peut atteindre le milliard d'euros dans les comptes de l'assurance maladie.
On pourrait également faire remarquer que l'Etat est le premier à faire les poches de la Sécu en ne lui remboursant pas totalement les exonérations de cotisations sociales consenties aux employeurs. La somme est rondelette : environ trois milliards d'euros. On pourrait ainsi allonger la liste des arguments. Mais le président candidat ne nous parle pas de rationalité gestionnaire mais d'idéologie politique où il doit toujours être question, face à un problème, de désigner un ennemi, ici les fraudeurs sociaux. Soyons certains qu'il va nous en proposer d'autres dans les semaines à venir.

Article publié par "Mutuel" de la FMF

Copyright © Rencontres Sociales